



(DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE)  
CODE POSTAL 91230

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

**MAIRIE DE MONTGERON**

**CONSEIL MUNICIPAL**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**OBJET : Mise en révision du règlement local de publicité**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2014**

Le Maire, soussigné,  
certifie que le compte-  
rendu de la présente  
délibération a été affiché  
dans les délais légaux.

L'an deux mil quatorze le 28 du mois d'avril à 20h30,  
LE CONSEIL MUNICIPAL, convoqué le 18 avril 2014, s'est  
réuni en séance ordinaire sous la présidence de  
Monsieur François DUROVRAY, Maire, Conseiller Régional  
d'Ile-de-France

CONSEILLERS EN EXERCICE

Présents : M. DUROVRAY, Maire, Mme CARILLON, M. GOURY, Mme NICOLAS, M. LEROY, Mme BOULAY, M. CORBIN, Mme MOISSON, M. FERRIER, Mme GARTENLAUB, M. GALLOUIN, Mme DOLLFUS, M. GUENIER, Mme BENZARTI, M. NOEL, Mme MUCEL, M. SOUMARE, Mme SILVERT, M. VIGNIER, Mme KELLERMANN, M. MAGADOUX, Mme PLECHOT, M. LEON-REY, Mme DE SOUZA, M. KNAFO, Mme BAROUX, M. BERTHOU (à partir de 20h40), Mme SHIMIZU, Mme BRISTOT, Mme BOURGEOIS, M. JOSEPH, Mme PROVOST, M. BARKE, M. CROS, Mme MOUTON

Absents ayant donné procuration :

Mme Charlotte DE SOUZA a été élue secrétaire de séance



**OBJET : MISE EN REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

Vu les articles L.581-14 et suivants du Code de l'environnement,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L121-4, L121-5, L213-6, R.123-24 et R.123-25,

Vu la réforme de la publicité extérieure issue de la loi n° 2010-788 du 12 Juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,

Vu le Décret n°2012-118 du 30 Janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes,

Vu l'avis de la Commission mixte Ressources/Aménagement en date du 24 avril 2014

Considérant l'ancienneté du Règlement Local de Publicité initial et l'absence d'évolution de celui-ci depuis sa signature le 21 Mai 1999,

Considérant la nécessité de l'adapter aux évolutions et enjeux de la ville actuels en matière de préservation du cadre de vie,

**Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,**

**DECIDE** De prescrire la révision du Règlement Local de Publicité sur l'ensemble du territoire communal et, de fixer les objectifs poursuivis par la Commune dans le cadre de la révision :

- Intégrer les nouvelles dispositions de la loi Grenelle II du 12 Juillet 2010,
- Mener la révision du Règlement Local de la Publicité conformément à la procédure de révision du PLU afin de l'annexer au Plan Local d'Urbanisme après approbation,
- Réexaminer l'impact de la publicité aux abords des entrées de ville, à l'intérieur de l'agglomération afin d'accompagner des actions de mise en valeur de l'environnement urbain et naturel,
- Renforcer la protection visuelle du cadre de vie, notamment en limitant les grands panneaux publicitaires,
- Améliorer l'intégration des enseignes et pré-enseignes dans le paysage urbain en tenant compte du développement de l'activité économique et du cadre de vie afin d'accompagner les actions d'embellissement urbain tout en prenant en compte le besoin de communication des acteurs économiques du territoire,
- Elaborer un outil juridique simple, clair et cohérent

**DECIDE** D'associer à cette révision les services de l'Etat, les personnes publiques citées à l'article L.121-4 du Code de l'urbanisme et, de consulter, conformément à l'article L121-5 du Code de l'urbanisme, les autres personnes publiques qui en auront fait la demande.

- DECIDE** De mettre en place, pendant l'élaboration du projet, les modalités de concertation suivantes :
- Information des habitants par la publication d'avis sur le site internet de la Commune et dans son journal local.
  - Mise à disposition d'un registre et d'une adresse courriel dédiée offrant la possibilité de consigner les observations et suggestions des personnes intéressées (au sens de l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement), et en particulier à toute personne, tout organisme ou association compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et pré-enseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacements
  - Organisation de réunions publiques dans les quartiers.
- DECIDE** D'autoriser Monsieur le Maire à lancer une consultation de prestations intellectuelles pour la révision du Règlement Local de Publicité.
- DIT** Que les objectifs ci-dessus pourront être complétés en fonction des besoins et contraintes qui apparaîtront en cours de procédure et des apports de la concertation.
- DIT** Que conformément aux articles L.121-4 et L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :
- Au Préfet,
  - Au Président du Conseil régional et du Conseil Général,
  - Aux Présidents de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, de la Chambre des Métiers
  - Au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports (STIF)
  - Aux Maires des communes limitrophes et le cas échéant aux présidents des EPCI voisins compétents en matière de PLU
- DIT** Que, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et, d'une publication au recueil des actes administratifs de la Commune. Conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, mention de l'affichage de la présente délibération sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.
- DIT** Que les crédits sont prévus au Budget en cours.
- DIT** Que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

François DUROVRAY  
Maire de Montgeron  
Conseiller Régional d'Ile de France

